



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 14 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président Tebboune : l'Etat attaché à l'accompagnement de l'investisseur algérien et à la promotion de la production nationale

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant, mardi à Alger, l'attachement de l'Etat à accompagner l'investisseur algérien et promouvoir la production nationale en vue de satisfaire les besoins du marché local et s'orienter vers l'exportation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune réitère la détermination de l'Etat à protéger le produit national

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé mardi la détermination de l'Etat à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'Algérie est une véritable destination des investissements et l'Etat est déterminé à protéger les investisseurs

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a affirmé lors d'une rencontre, mardi à Washington, avec des hommes d'affaires américains, que l'Algérie est devenue aujourd'hui "une véritable destination des investissements", réitérant la détermination de l'Etat à "protéger les investisseurs et réunir toutes les conditions pour la réussite des investissements".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

2022 "année économique par excellence": redressement et lancement d'une nouvelle dynamique dans plusieurs secteurs

Près de deux ans après la pandémie du nouveau coronavirus ayant impacté l'économie mondiale tout entière, l'année 2022 aura été pour l'Algérie celle du lancement d'une nouvelle dynamique sur le plan économique, une année que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a voulu "année économique par excellence", avec des indicateurs démontrant une nette amélioration dans les chiffres de croissance et une reprise dans tous les secteurs, soutenue par le lancement de plusieurs projets vitaux pour l'économie nationale.



Le Président Tebboune inaugure la 30e Foire de la production Algérienne, Protection et exportation du produit national : La détermination de l'état

Le Président Tebboune a entamé sa visite à la foire, en se rendant au pavillon des industries militaires de l'Armée nationale populaire (ANP), dont les entreprises prennent part à cette manifestation pour la sixième fois consécutive. Au niveau de ce pavillon, le président de la République a mis en avant la nécessité d'augmenter le taux d'intégration nationale et de créer «une véritable industrie mécanique».



ALGÉRIE NOUVELLE : 2019-2022, (III) industrie : Du montage à la production-industrie et développement : Les moyens et l'ambition

L'Algérie a enregistré un sursaut et un assainissement importants dans le secteur de l'industrie depuis ces deux dernières années, où la dimension industrielle a connu un développement indéniable tant en mises en place, mais aussi en l'assainissement profond opéré au cœur du tissu industriel qui a longuement souffert de la fermeture de plusieurs entreprises et de la libération de milliers d'ouvriers au cours des années passées, en raison de plusieurs facteurs liés, notamment, à la mauvaise gestion, au gaspillage financier, à la corruption et autres passe-droits qui ont réduit les entreprises industrielles à des coquilles vides qu'il fallait renflouer par l'injection de sommes faramineuses, de surcroît alourdies par des effectifs pléthoriques.



MADE IN ALGERIA

En procédant hier à l'inauguration de la Foire de la production nationale, le président de la République a relevé les considérables avancées enregistrées ces dernières années dans de nombreux secteurs. Des avancées qui ouvrent la voie à une ère nouvelle marquée par une politique de développement économique indépendante de la rente pétrolière, «un levier important de la croissance économique mais qui ne doit pas constituer l'essentiel» dans cette dynamique de l'Algérie nouvelle.



Algérie - Etats-Unis : Un partenariat fort

Le partenariat économique, la coopération sécuritaire et la lutte contre le terrorisme, sont les quelques volets sur lesquels sont bâties les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, ce qui concourt à la consécration de la stabilité et à la réalisation de la prospérité.



Après six séances de baisse consécutive : Le baril remonte la pente

Après avoir terminé en forte hausse lundi, le Brent affichait une hausse de 0,84 dollars à 78,83 dollars, hier, à 14h00. Le pétrole a débuté la semaine sous pression. Une question taraudait les spécialistes. Les prix du pétrole concéderont-ils une 7e baisse consécutive? Ce scénario qui s'est dessiné lundi en cours d'échanges a été gommé magistralement, mettant fin à six séances de baisse consécutive.



[Le président Tebboune exhorte les entrepreneurs à s'impliquer davantage : «Retrouvez vos manches!»](#)

Lors de l'inauguration de la 30eme Foire de la production nationale, le président de la République a insisté sur l'augmentation des taux d'intégration, l'exportation, mais également, la sécurité alimentaire des Algériens. Les objectifs de 2023 sont tracés...



[Zeghdar sur la reprise de l'importation des véhicules neufs : «Fini les intermédiaires»](#)

«Aujourd'hui, nous discutons directement avec les sociétés mères, (...) pour éviter la répétition de ce que vous avons vécu par le passé.» Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a évoqué avant-hier à l' APN la reprise de l'activité de l'importation des véhicules, tout en rappelant la promulgation du texte de loi régissant l'activité de construction automobile.



[Huile, sucre: Les assurances de Tebboune](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, mardi au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger) à l'inauguration de la 30e Foire de la production Algérienne "FPA 2022", en présence de ministres et de membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.



[L'austère nudité de la réalité](#)

A l'ère de la numérisation tous azimuts comme voulu par le discours politique officiel, certaines administrations ne semblent pas l'entendre de cette oreille. Et ces dernières restent des machines trop lourdes. Le citoyen se plaint à qui veut bien l'entendre sur les méandres de l'administration, du moins celles qui restent à l'écart de l'effort d'amélioration du fonctionnement des services publics de l'Etat.



Entreprises publiques en difficultés : Énième audit !

Alors que la situation dans laquelle se débat le secteur public marchand (SPM) est connue avec l'évaluation périodique faite notamment par la cour des comptes (CC) qui a publié en novembre dernier un rapport à cet effet, le ministre de l'industrie, Ahmed Zeghdar évoque un audit dans ce cadre.



Les sillons tracés par le Président Tebboune

Il devient de plus en plus clair que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune opte à chaque étape de la mise en application de son programme politique pour la dialectique entre cohésion nationale et croissance, une visibilité en termes d'outils d'évaluation et de communication, pour illustrer l'image réelle de l'Algérie et qui permet de synthétiser l'approche conceptuelle pour un décryptage approprié de la gouvernance, et par ricochet une évaluation en termes de réalisation, d'acquis et de besoins élémentaires et prioritaires à valider pour la floraison du renouveau national.



Boubekeur Sellami, expert économique : La diplomatie économique pour faire face au lobbying

Pour l'expert en économie et conseiller fiscal agréé, Boubekeur Sellami, le produit national a besoin d'un accompagnement diplomatique pour affronter les lobbies mondiaux, des groupes de pression qui cherchent à influencer les pays dans un sens favorable à leurs intérêts.



USA/Afrique : L'Algérie s'attend à des objectifs «concrets» :Les Etats-Unis vont investir 55 milliards de dollars sur trois ans en Afrique

Depuis plusieurs mois, le continent africain, en général, et l'Algérie, en particulier, sont devenus le théâtre d'un ballet diplomatique français, italien, mais aussi américain, inédit. L'intérêt particulier apporté aux pays africains depuis le début de la guerre en Ukraine interroge sur cet intérêt soudain.

Le président Tebboune : « le moment est venu pour que l'Algérie devient un pays manufacturier »

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, ce mardi au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), à l'inauguration de la 30ème Foire de la production Algérienne «FPA 2022».



التقى المتعاملين في معرض الإنتاج الجزائري.. الرئيس تبون يريد:

صناعة حقيقية وتحرر كامل وغزو للأسواق الدولية

أكد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون ضرورة مضاعفة إنتاج الغاز الطبيعي، للمحافظة على الكميات الموجهة للتصدير، قائلا: "نحن ننتج حاليا قرابة 102 مليار متر مكعب من الغاز، لكننا نستهلك نصفها محليا"، ليضيف "أتمنى أن تصل الكمية في سنة 2023، إلى 100 مليار مكعب من الغاز الطبيعي الموجه فقط للتصدير".



البنك الدولي: هذه هي الدول الإفريقية الأكثر مديونية

تكابد العديد من دول العالم خاصة الإفريقية منها أزمة تفاقم الديون الخارجية والعجز عن سدادها في ظل الأزمة العالمية التي خلفتها جائحة كورونا. ووفق صندوق النقد الدولي فقد وصل الدين العالمي إلى 226 تريليون دولار عندما ضربت العالم جائحة كورونا وحالة من الركود العميق عام 2020، وارتفع بمقدار 28 نقطة مئوية إلى 256% من إجمالي الناتج المحلي.



الرئيس تبون: يمنع منعاً باتاً تصدير هذه المادة

أشرف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الثلاثاء، على افتتاح الطبعة الـ 30 من معرض الإنتاج الجزائري بالصنوبر البحري. وزار رئيس الجمهورية جناح مجمع صناعات الفوسفات بمعرض الإنتاج الجزائري بـ"سافكس"، مشدداً على عدم التسامح مع تصدير المواد الأولية في هذا المجال.



يؤسس لتعاملات رقمية واستقطاب أموال السوق الموازية.. خبراء:

تعديل قانون النقد والقرض لتقنين الصيرفة الإسلامية

□ 70 مليار دولار خارج النظام المصرفي الرسمي

□ إجراءات جديدة للانتقال من عملة ورقية إلى عملة رقمية

أكد مختصون في الاقتصاد، أن مشروع القانون التمهيدي المعدل والمتمم للأمر 03 - 11 المؤرخ في 26 أوت 2003، المتعلق بالنقد والقرض، الذي عرض في اجتماع الحكومة، نهاية الأسبوع، تضمن إجراءات لتفعيل الصيرفة الإسلامية وضبطها بإطار قانوني يسمح باستقطاب الأموال المتداولة خارج البنوك. أكد خبراء، أن نسبة الأموال خارج الدائرة الرسمية تصل إلى حدود الـ 31 بالمائة من الكتلة النقدية الوطنية المتداولة، والمقدّرة بحوالي 30 مليار دولار، مما يجعلها عديمة النفع للاقتصاد الرسمي، مؤكدين أن تعديل القانون من شأنه تكريس المعاملات الرقمية الإلكترونية، وبالتالي، تقليص التعاملات الورقية.

TEBBOUNE :

«L'ère du montage en Algérie est révolue»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé mardi la détermination de l'État à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain.

S'exprimant à l'occasion de l'inauguration de la 30^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) au Palais des expositions (Pins-Maritimes, Alger), le Président Tebboune a souligné que l'État était déterminé à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain, tout en luttant contre la spéculation sous toutes ses formes.

La protection du produit national «doit être accompagnée par une qualité qui puisse répondre au goût du consommateur algérien et garantir au moins entre 55 et 75% des besoins du marché national, en sus d'accéder au marché africain».

«Nos opérateurs économiques peuvent demander des surfaces allant jusqu'à 5.000 m² pour exposer et commercialiser le produit national en Mauritanie, au Niger et au Sénégal», a poursuivi M. Tebboune, relevant que «les facilitations pour ce faire sont disponibles».

«Nous pouvons aussi accéder au marché de l'Union européenne pour les équipements électroménagers, réputés pour leur excellente qualité», a-t-il

dit.

Le président de la République a appelé, par ailleurs, les opérateurs économiques à signaler «toutes tentatives de porter atteinte illégalement à leurs entreprises», indiquant que «l'ère du montage en Algérie est révolue» et qu'il était temps pour le pays de «devenir un pays industrialisé, slogan de l'année 2022».

Et de rappeler qu'il «n'y aura aucune tolérance envers ceux qui tentent de contourner les services de l'État à cet égard», soulignant que l'État soutiendra tous les opérateurs qui contribueront à l'économie nationale et à l'augmentation des recettes du Trésor public, pour pouvoir réaliser au moins plus de 15 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures.

«L'État tend à couvrir un taux de 40 à 50% des besoins du marché en médicaments produits localement»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, que «l'État tend à couvrir un taux de 40 à 50% des besoins du marché national en médicaments produits localement et à construire une indus-



trie pharmaceutique qui protège la souveraineté sanitaire du pays».

«L'État tend, à travers le groupe Sidal, à couvrir un taux de 40 à 50% des besoins du marché national en médicaments produits localement et à construire une industrie pharmaceutique qui protège la souveraineté sanitaire du pays», a indiqué le Président Tebboune, lors de sa visite au pavillon du groupe Sidal, à l'occasion de l'inauguration de la 30^e Foire de la production algérienne «FPA 2022», au Palais des expositions (Pins-Maritimes, Alger).

«Certains avaient tenté, dans le passé, de détruire cette société dont la production ne dépassait pas les 4% des besoins du marché local

en médicaments», mais «le travail est en cours pour la remettre sur pied», a-t-il soutenu.

Dans ce sillage, le président de la République a appelé à «s'orienter vers les marchés étrangers et à tisser des liens de coopération avec les pays arabes et africains à l'instar de l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie, la Mauritanie et le Sénégal».

«L'Algérie ne cherche pas uniquement à améliorer ses recettes, mais elle aspire également à davantage d'efficacité dans ce domaine», a ajouté le Président Tebboune, rappelant «l'adhésion de l'Algérie à la démarche de l'éradication des épidémies en Afrique».

APS

LES NOTAIRES EN CONCLAVE À CONSTANTINE

L'acte notarial, mécanisme de renforcement du Trésor public

L'encadrement légal de la profession de notaire permet-il une protection adéquate pour atteindre son but ultime, celui de protéger les droits de toutes les parties, y compris le Trésor public ?

C'est le thème de la première rencontre nationale des notaires qui a eu lieu hier mardi à l'université des Frères-Mentouri Constantine 1 sous la tutelle de la Chambre nationale des notaires et de la Faculté de droit de l'Université. Le métier de notaire est considéré comme un outil efficace aux mains de l'autorité publique lui permettant de contrôler les transactions et de percevoir les redevances et droits fiscaux dus au Trésor public.

Le contrat notarial est à l'origine des contrats immobiliers et des cautions officielles pour le transfert de fonds et de personnes, ce qui entraîne inévitablement une réduction des litiges. Étant donné que le contrat de conciliation est un acte exécutif, le législateur algérien l'a plutôt élevé au rang d'une décision judiciaire.

Pour le président de la Chambre nationale des

notaires, M. Bougueffa Ramdane, «le notariat est un outil efficace entre les mains de l'autorité publique qui lui permet de contrôler les transactions et de percevoir les droits et droits fiscaux dus au profit du Trésor public».

Selon lui, il s'agit de la contribution du notaire au recouvrement des recettes du Trésor public, d'une part, le recouvrement des droits d'enregistrement et d'enregistrement immobilier, d'autre part, la contribution au recouvrement des créances du Trésor public en informant les clients des transactions financières, notamment immobilières et leurs obligations fiscales.

Selon le même responsable, «l'Algérie compte plus de 3 000 notaires, qui, par leur pratique, préservent les garanties les plus importantes fournies par l'État à l'investisseur national et étranger, ainsi que la libéralisation du commerce extérieur, la législation relative aux droits de concession agricole, industrielle et commerciale, à la loi anti-corruption, au blanchiment d'argent et autres». Il ajoutera : «La profession de notaire est une source d'information importante pour l'État, qui permet le contrôle direct du mouvement des capitaux,

de leur destination et de leur légitimité.» Par ailleurs, plusieurs axes ont été abordés lors de ce forum qui a regroupé plus de 200 notaires venus de plusieurs régions du pays. Il s'agit, entre autres, de la réglementation juridique de la profession de notaire et l'étendue de la protection au contrat officiel, le notaire en tant que garant de la sécurité juridique, les obligations du notaire envers les parties et la direction de l'État et l'autorité du contrat de notariation et la nécessité d'élargir la base officielle.

Les étudiants en master 2 spécialité notariat et qui ont participé aux travaux de ce forum, ont soulevé de nombreuses questions, comme sur l'ouverture du concours national gelé depuis 2018. À cet effet, le secrétaire général de la Chambre nationale des notaires, M. Neguache Ramdane, a précisé que le ministère de la Justice est la seule institution habilitée pour ouvrir ce genre de concours, excluant à l'heure actuelle cette procédure, étant donné que «toutes les lois réglementant la profession sont en cours de rédaction et que tous les projets de loi sont au niveau du ministère».

Ilhem Tir

COMMENTAIRE

RÉSURRECTION

Par Rachid Hammoudi

Jamais on n'a peut-être autant parlé de production nationale. Les pouvoirs publics veulent en faire progressivement un substitut aux importations. La Foire de la production algérienne se veut un reflet des efforts qui vont dans ce sens. L'économie algérienne a certes compté, dans la période qui a suivi l'indépendance, et pendant un peu plus d'une vingtaine d'années, sur de nombreuses sociétés publiques. C'était le temps de l'industrie industrialisante. La production et la distribution étaient l'apanage de la Sonatrach, de la Sonipeç, de la Snic et d'autres sigles. Certaines ont fait la fierté de beaucoup d'Algériens et d'autres ont parfois nourri leur verve sarcastique. Le contexte a

totallement changé dans le sillage de l'ouverture économique du pays qui, dans un premier temps, a mis à mal la production nationale. Tout un tissu industriel, il est vrai, frappé d'obsolescence a été démantelé et privatisé. Des secteurs entiers, à l'instar du textile et de l'électronique, ont alors subi de plein fouet la bourrasque des importations, patis du recul du niveau des investissements et éprouvant de la peine à se relever. Depuis quelques années, nous assistons à une sorte de résurrection de l'industrie nationale dans le sillage de l'engagement des pouvoirs publics à relancer des secteurs à la faveur d'investissements plus importants. Pas seulement, le partenariat avec les Turcs, les Qataris, les Italiens et à un degré moindre les Français et les Allemands a ouvert également des perspectives. La promulgation du nouveau code de l'investissement et de ses 8 textes d'application et les possibilités d'exportation qu'ouvre l'instauration de la Zone de

libre-échange continentale africaine complètent ce tableau favorable. La levée d'obstacles sur des projets d'investissements s'inscrit, enfin, dans cette démarche qui dans un segment s'appuie sur le dynamisme de secteurs comme l'agriculture ou la production de ciment qui font de notre pays un important exportateur. La Foire d'Alger, inaugurée hier, fournit une image saisissante de cette production dont les pouvoirs publics veulent faire progressivement un substitut aux importations. Dans des domaines comme l'agroalimentaire, le textile, la mécanique et même les industries vertes, des opérateurs publics et privés exposent des produits. Ils peinent certes encore à concurrencer des produits importés, mais ils révèlent une volonté de s'améliorer, de mieux faire pour reconquérir et séduire le consommateur et moins dépendre d'importations de plus en plus coûteuses.

■ R. H.

COMMENTAIRE

EN RANGS SERRÉS

Par Nadia Kerraz

A Washington où il participe aux travaux du sommet Etats-Unis-Afrique en sa qualité de représentant du président Tebboune, le Premier ministre Aïmène Benabderrahmane portera et défendra, comme tous les autres dirigeants du continent, la nouvelle vision que l'Afrique entend désormais imposer dans ses relations avec ses partenaires. Pour l'Afrique, le temps où elle n'avait pas voix au chapitre, subissant à son corps défendant le diktat imposé par les puissances mondiales, est révolu. Aujourd'hui, elle a pris conscience de ses atouts, nombreux, et des avantages qu'elle peut en tirer en les négociant au mieux de ses intérêts. Et pour cause, si toutes les puissances politiques et économiques se bousculent à ses

portes, ce n'est pas pour la beauté de ses paysages. Loin s'en faut. Le continent est aujourd'hui courtisé en tant qu'espace qui offre une multitude d'opportunités qui n'existent nulle part ailleurs. Ainsi, ne manque-t-on pas de souligner que si des entreprises économiques sont disposées à venir en Afrique et à y investir des sommes colossales, c'est parce qu'elles ont bien évalué le potentiel africain, à plus forte raison dans le contexte actuel caractérisé, d'une part, par la rareté des ressources naturelles et la certitude que les opportunités d'investissement en Afrique, notamment dans le gaz, le pétrole, et dans d'autres énergies, sont à saisir, d'autre part. Mais pas que, puisque l'Afrique possède une autre richesse que lui envie le reste du monde, en l'occurrence son capital humain. C'est dire que si l'Afrique est régulièrement courtisée par les puissances qui ne ménagent aucun effort pour recueillir ses faveurs, c'est parce que leurs économies ont besoin du continent noir pour continuer à prospérer. Pour l'Afrique

donc, il ne s'agit plus de quémander des aides octroyées, sous condition d'ouvrir ses marchés et de piller ses ressources. La donne a changé et pour peu que les dirigeants africains sachent en tirer profit, il est certain qu'ils négocieront en force leurs nouveaux partenariats. Des partenariats refondés sur la base de leurs intérêts en premier. Pour ce faire, il faudrait, lors des sommets Afrique-reste du monde, qu'ils s'y rendent en rangs serrés. Celui qui se tient à Washington ne doit pas faire exception. Car si les Africains ont sans nul doute besoin des Etats-Unis, il demeure entendu que ces derniers ont plus besoin de l'Afrique où se joue leur devenir. Du reste, la nouvelle stratégie africaine voulue par l'administration américaine obéit à des considérations géostratégiques. Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, avait souligné, à l'occasion de la tenue à Oran de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité et de paix de l'Union africaine, que «face aux

grands bouleversements, nous devons défendre les valeurs encore plus fortes d'unité et de solidarité pour renforcer notre autonomie collective, tout en recherchant des partenariats respectueux des droits souverains de l'Afrique dans tous les domaines de la vie internationale». Et au chef de la diplomatie d'ajouter : «nous nous retrouvons aujourd'hui dans l'objectif de franchir de nouvelles étapes sur notre chemin vers l'accomplissement de la vision panafricaine des pères fondateurs de notre Organisation, une vision bien articulée dans l'agenda 2063 qui vise une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale». L'Algérie, fidèle à sa vision et soucieuse d'œuvrer dans le seul intérêt de l'Afrique, assumant son «rôle de force agissante», ne manquera pas de réitérer ses principes à Washington, défendant devant ses hôtes, le projet de cette Afrique que voulaient les précurseurs de l'Union africaine.

■ N. K.

SOMMET ÉTATS-UNIS-AFRIQUE

55 milliards de dollars pour courtiser le continent africain

Par Omar Berbiche

Le sommet États-Unis d'Amérique-Afrique s'est ouvert hier à Washington en présence de délégations africaines représentant 49 pays, composées de chefs d'Etat et de gouvernement. L'Algérie est représentée à cet important événement, qui se poursuivra jusqu'au 15 décembre, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. La Maison-Blanche a veillé à donner à cette rencontre un caractère inclusif dans le sens où elle s'est évertuée à ratisser large en accueillant les pays africains sans exclusive, même ceux avec lesquels les États-Unis ne sont pas particulièrement proches. A l'exception de 4 pays – le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Soudan – qui n'ont pas été conviés au sommet, en respect des sanctions décidées par l'UA (Union Africaine) à la suite des coups d'Etat fomentés par les militaires dans ces pays, de l'Erythrée qui n'a pas de relations diplomatiques avec Washington, et de la République arabe sahraouie que les États-Unis ne reconnaissent pas, tout le reste du continent est présent pour ce second sommet qui intervient après celui de 2014, organisé sous le mandat de l'ex-président Barack Obama. Le président américain, Joe Biden, a sorti l'argenterie des grands jours pour cet événement. Au programme de ce sommet, outre son intervention devant les chefs d'Etat et de gouvernement africains et les milieux d'affaires, pour présenter sa vision et ses projets pour le continent et écouter leurs préoccupations et leurs attentes sur les voies et moyens à mettre en œuvre en vue d'intensifier la coopération entre les États-Unis et l'Afrique, des rencontres sont également prévues entre les hommes d'affaires et les investisseurs des deux parties, ainsi qu'avec les représentants des sociétés civiles africaines. Concrètement, lors de ce sommet, les discus-



Benabderrahmane à son arrivée à Washington pour prendre part au sommet États-Unis-Afrique

sions porteront sur les sujets de préoccupation de l'heure, tels que la lutte contre le terrorisme, le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'intensification des échanges économiques entre les États-Uni et l'Afrique, notamment, à travers la stimulation de l'AGOA, l'accord visant la promotion des exportations des produits africains vers les États-Unis. Intervenant dans un contexte géopolitique et économique mondial tendu et incertain avec la crise ukrainienne, ce sommet revêt une importance capitale. Autant pour l'Afrique qui cherche à diversifier ses partenaires et à se repositionner dans le nouvel ordre international en gestation, que pour les États-Unis qui ne veulent pas laisser la Chine et la Russie, mais aussi l'Union européenne et, particulièrement les pays qui ont une présence historique sur le continent, à l'instar de la France, faire de l'Afrique leur chasse gardée. La percée diplomatique et

économique de la Russie dans les pays du Sahel, où elle a pris la place de la France qui paye cash les errements de sa politique africaine de plus en plus contestée, inquiète Washington. De la même façon, elle voit d'un mauvais œil le redéploiement de son grand rival chinois sur le continent, lequel consolide et élargit sa présence en Afrique en arrachant des parts de marchés substantielles à travers des méga-projets. Au cours de ce sommet, il sera question, également, de l'aide financière qu'apporteront les États-Unis à l'Afrique. On parle d'une cagnotte de 55 milliards de dollars sur trois ans que les Américains comptent mettre sur la table au cours de ce sommet, au titre de l'aide à l'Afrique. Ces fonds seront destinés au secteur de la santé pour atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 qui a durement affecté les pays africains, notamment les plus vulnérables, ainsi que pour la lutte contre les changements

climatiques. Côté américain, on rassure, d'ores et déjà, pour lever les appréhensions sur les destinataires de l'aide américaine, que la répartition des fonds mobilisés n'est pas conditionnée par les positions des pays africains vis-à-vis de la crise ukrainienne comme l'ont laissé entendre certains observateurs. Une mise au point qui dissimule mal le désir des Américains de reprendre la main dans leur confrontation avec la Russie par rapport au conflit ukrainien. Washington veut gagner la sympathie et les voix des pays africains qui se sont alignés ouvertement sur Moscou ou qui ont adopté une position de neutralité. A la différence de son prédécesseur, l'ex-président Donald Trump qui a snobé le continent africain, Joe Biden se présente comme un Président qui incarne une nouvelle vision de la coopération américano-africaine fondée sur le respect, l'amitié et des relations économiques, commerciales et humaines fortes, apaisées et mutuellement bénéfiques. Le sommet de Washington constituera pour lui un test décisif pour convaincre les dirigeants africains que les États-Unis regardent désormais l'Afrique comme un partenaire pivot dans les relations internationales, et pas seulement comme un réservoir de matières premières bon marché. Pour cela, il se doit de donner des gages politiques concrets en appuyant la revendication légitime de l'Union Africaine pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis ne peuvent pas faire moins que la Chine et la Russie sur ce dossier, les deux pays rivaux des États-Unis ne devraient pas avoir d'objection à soutenir le projet d'élargissement du Conseil de sécurité pour l'entrée de nouveaux membres permanents issus de l'Afrique et d'autres parties du monde marginalisées en matière de représentation dans les instances internationales.

O.B.

مشاركة 600 عارض وحضور قوي للصناعات العسكرية

انطلاق فعاليات معرض الإنتاج الجزائري

• تقليص استيراد الأجهزة الكهرو-منزلية وتكثيف الاستثمار المحلي
• نحو الاكتفاء الذاتي في المواد الأولية لصناعة زيت المائدة

افتتحت، أمس، الطبعة الـ30 لمعرض الإنتاج الجزائري بقصر المعارض بالجزائر العاصمة من قبل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بحضور عدد من الوزراء وأعضاء السلك الدبلوماسي المعتمد بالجزائر.



الرئيس تبون يؤكد على ضرورة رفع نسبة الإدماج الوطني وخلق "صناعة ميكانيكية حقيقية"

الجديد وتنمية وعصرنة قطاع الفلاحة في مواجهة التحديات الحالية وأهمية تحقيق الأمن الغذائي، كما ستنظم ورشات عمل حول التجارة الإلكترونية إلى جانب نشاطات أخرى. وموازاة مع المعرض خصصت "صافكس" جناحا لتخفيضات آخر السنة، سيكون موجها للبيع المباشر للجمهور، كما ستنظم غرفة الصناعة التقليدية والحرف الصالون الوطني للحزف الفني بجناح "جرجرة". ومن المرتقب أن يفتح المعرض أبوابه للجمهور يوميا من الساعة الحادية عشرة صباحا إلى غاية الساعة السادسة مساء، وفقا لـ"صافكس".

ل.ف/ وأج

تقارب 27000 م2، حسب الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير (صافكس)، المنظمة للتظاهرة. وتمثل المؤسسات المشاركة في معرض الإنتاج الجزائري مختلف الميادين والنشاطات، منها الصناعة العسكرية، الصناعة المصنعة (أثاث، ديكور، نسج)، الصناعة الكهريائية، الإلكترونية والكهرو-منزلية، الصناعة الكيميائية والبتروكيمياوية، الصناعة الميكانيكية، الصناعة الغذائية والتعبئة والتغليف، خدمات وينوك، البناء ومعدات البناء وقطاع الصناعة التقليدية. وقد برمغ المنظمون أياما دراسية على شكل جلسات حوارية لمناقشة عدة مواضيع، على غرار قانون الاستثمار

التصدير لاحقا"، باعتبار السكر مادة مطلوبة بشكل واسع في إفريقيا. كما دعا لدى مروره بأجنحة الصناعات الكهرو-منزلية إلى تقليص استيراد الأجهزة الكهرو-منزلية وتكثيف الاستثمار المحلي في هذا المجال، مجددا استعداد الدولة لمواصلة مرافقة ودعم المستثمرين ليحققوا نسب إدماج مقبولة ويساهموا في خلق المزيد من مناصب الشغل. وسيدوم المعرض، المقام تحت شعار "نحو تحقيق نمو اقتصادي قوي متفتح"، إلى غاية 24 ديسمبر الجاري، بمشاركة حوالي 600 مؤسسة جزائرية عمومية وخاصة وكذا مؤسسات ناشئة على مساحة إجمالية

ل- فضيل / وأج

• استهل الرئيس تبون زيارته للمعرض بجناح الصناعات العسكرية للجيش الوطني الشعبي، التي تشارك مؤسساتها في هذا المعرض للمرة السادسة على التوالي، حيث أكد على ضرورة رفع نسبة الإدماج الوطني وخلق "صناعة ميكانيكية حقيقية"، قائلا: "كفانا من التركيب فقط، يجب الذهاب إلى التصنيع"، مشددا على أهمية الوصول إلى نسبة إدماج تتراوح بين 40 و50 بالمائة.

ويجناح مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري، أكد الرئيس تبون على ضرورة الوصول إلى تقليص التبعية في مجال زيت المائدة والوصول إلى الإنتاج من "الحقل إلى المستهلك" وقال: "إن شاء الله سنصل في غضون أبريل-ماي المقبلين إلى صناعة حقيقية لزيت المائدة من الحقل إلى المستهلك، لكي لا نظل نستورد الزيت الخام ونصفيه فقط ولا نظل سجناء السوق الدولية".

ويخصوص مادة السكر، دعا رئيس الجمهورية المستثمرين إلى التوجه نحو إنتاج هذه المادة بالجزائر ولهم "الحرية في



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger